

Mai 1945 à travers la presse partisane de gauche de France et d'Algérie.

Zoubir CHAOUICHE-RAMDANE**

L'objectif de cette communication est de déterminer comment la presse de gauche aussi bien française qu'algérienne a informé ses lecteurs sur ce qui est convenu d'appeler le soulèvement du mois de mai 1945.

A travers l'analyse de presse sont déterminés les facteurs par lesquels le journal a attiré, détourné, accru, diminué voire neutralisé l'attention du lecteur.

La presse de gauche n'est que le reflet des différents courants et tendances politiques qui y sont exprimés. Les termes même de « presse de gauche » sont consacrés par la science politique, la définition de la presse de gauche trouve son corollaire dans la gauche qui est l'expression d'une force politique.

Pour des raisons de commodités d'une part et surtout pour des raisons propres à notre étude, la communication sera axée essentiellement sur la presse de gauche représentée par le courant communiste et socialiste.

Autour de ces différentes tendances, la presse gauche communiste et « communisante » regroupe en France des périodiques tels que les quotidiens l'Humanité (1904 à ce jour), Le Spoir (1937-1953), Libération (1941-1964), et des hebdomadaires tels que l'Humanité Dimanche (1948-1955), France Nouvelle (1945-1955) et Action (1944-1952).

Quant à la presse socialiste et apparentée nous pouvons citer les quotidiens Le Populaire de Paris (1917-1971), Franc-Tireur (1941-1955) et les hebdomadaires Le Populaire Dimanche (1948-1961) et Gavroche (1948-1958).

* Communication présentée au Colloque International « Le Génocide de Mai 1945, Algérie - France : Mémoire et Mémoire » Université 8 mai 1945. Guelma. 7 et 8 mai 2005.

** Maître de Conférences à la Faculté des Sciences politiques et de l'Information de l'Université d'Alger.

Pour l'Algérie il s'agit essentiellement de la presse d'opposition (communiste et communisante) animée par l'organe du PCA Liberté et Alger-Républicain (proche du P.C)

Pour les quatorze périodiques de gauche recensés et paraissant en France, le quotidien l'Humanité et l'hebdomadaire France-Nouvelle seront retenus pour « la presse communiste et communisante » et le quotidien Le Populaire de Paris pour la presse socialiste.

Sur les dix périodiques de la presse de gauche d'Algérie recensés, trois journaux seront analysés pour les besoins de l'étude. Il s'agit pour le PCA de l'hebdomadaire Liberté (1943-1955) ; du quotidien Alger-Républicain (1943-1955), proche du PCA et de l'hebdomadaire Fraternité (1943-1948) pour la presse socialiste.

Edgar MORIN souligne que « l'événement doit être conçu en premier lieu comme une information, c'est-à-dire un élément nouveau qui fait irruption dans le système social ». Il ajoute que « devant l'événement il y a toujours une diversité d'attitudes de l'observateur et de la presse en fonction des diverses idéologies, des diverses traditions et diverses structures de la presse ».

L'image que donne la presse d'un événement est chargée de résonances idéologiques qui sont pour une bonne part des résonances historiques. Elle se manifeste au niveau de la présentation de l'événement et c'est de là que viennent les divergences sur le contenu ainsi que par le fait de le condamner, de le soutenir, de s'abstenir de toute position ou de ne pas le mentionner.

Par ailleurs, « l'événement n'existe que par rapport à l'homme. Il se date et se localise avec précision, il se situe dans le temps très court (quelques heures, tout au plus quelques jours) au moins pour son déroulement, ses conséquences par contre peuvent durer très longtemps »¹.

Le choix de mai 1945 est motivé par le fait que cet événement a une importance capitale quant à la prise de conscience par le peuple algérien de sa condition de « colonisé ». Il marque par ailleurs une rupture nette avec les revendications conçues dans le cadre traditionnel. Enfin mai 45 a eu un impact profond quant à la préparation du déclenchement et du déroulement de la guerre de libération nationale. C'est aussi une des nombreuses manifestations

¹ TUDESQ (André-Jean), La presse et l'événement. Publication de la Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux, Mouton-la Haye, 1973.

de nationalisme ainsi qu'une date importante dans le processus d'évolution du mouvement national algérien : après toutes les tentatives d'opposition et de lutte armée des Algériens au 19^{ème} et 20^{ème} siècle c'est une nouvelle fois la remise en cause du système colonial.

Le soulèvement populaire du mois de mai 45 nous permet de préciser, à travers la presse de gauche, la réaction, l'attitude et la position des communistes et socialistes de France et d'Algérie.

I- PRESENTATION DE L'EVENEMENT :

En ce mois de mai 1945, l'Europe fête la victoire sur le nazisme. Sur le plan international les « troubles » du Maroc, la réunion constitutive de la Ligue arabe, la préparation de la Conférence de San-Francisco, où l'on devait d'après des rumeurs proclamer l'indépendance de l'Algérie firent croire aux militants algériens que l'heure était venue.

En France on fêtait la Libération. Le débarquement allié de juin 1944 marque les débuts d'une période d'enthousiasme. Le gouvernement de GAULLE, appliquant le programme du Conseil National de la Résistance (CNR) put cependant réaliser de profondes réformes des structures : vote de femmes, nationalisation, sécurité sociale. Aux élections législatives de 1945, le P.C. avec 160 sièges et la SFIO avec 142 détenaient la majorité absolue. Les adhérents n'avaient jamais été si nombreux (800.000 pour le P.C, 350.000 pour la S.F.I.O).

Après le départ du général de GAULLE (20/1/1946) les 3 grands partis -- P.C. -SFIO- MRP---- s'entendent pour maintenir la démocratie. Mais l'accord ne dure pas. La Constitution de 1946 a l'appui de la SFIO, et non celui du P.C.

En Algérie, en mars 1944, le général de GAULLE signait une ordonnance qui abolissait toutes les mesures d'exception applicables aux Algériens. Elle conférait à ces derniers « tous les droits et devoirs des Français », leur ouvrait l'accès à tous les emplois civils et militaires, élargissait leur représentation dans les Assemblées locales de 1/3 au 2/5.

Désormais, une lutte d'influence directe était engagée entre les réformateurs français et les nationalistes algériens. Le 14 Mars 1944 il y eut constitution d'un Front unique avec l'Association des

Amis du Manifeste et de la Liberté où sont regroupées les formations du P.P.A. des Oulémas et de Ferhat ABBAS.

Dans le difficile climat économique des années 1944 et 1945 marqué par la flambée des prix et le « marché noir », la population algérienne se radicalise aidée par les nationalistes du P.P.A appelant à la constitution d'un « gouvernement algérien » battant en brèche les thèses fédéralistes de Ferhat ABBAS.

En 1945 déjà, l'idée d'assimilation, d'intégration totale et d'égalité avec les Européens que demandaient certains d'Algériens est dépassée. C'est l'indépendance qui est largement revendiquée par de nombreux Algériens. Jean Claude VATIN note qu'un climat de tension est incontestablement ressenti à lire les interviews rassemblées par Redouane AINAD-TABET. Du côté européen, l'échauffement des esprits et les craintes n'étaient pas moindres, si l'on croit les appels au préfet de Constantine LESTRADE-CARBONNEL, la constitution réclamée de milices. Plus une flambée de racisme anti-algérien qui conduit les colons à se faire justice de la façon la plus expéditive.

II-SITUATION ECONOMIQUE

En marge d'une situation politique coloniale, la situation économique est catastrophique. Une crise économique grave, doublée par une mauvaise récolte et des conditions de rationnement précaires, touche l'Algérie, ce qui d'ailleurs accentue la famine dans les campagnes.

La production céréalière était tombée de 20 millions de quintaux en 1941 à 11.2 en 1942, 15.5 en 1943, 10 en 1945 et seulement de 3.6 en 1946.

Les troupeaux de moutons passeront de 6.4 millions de têtes en 1939 à 2.8 seulement en 1946.

Dans ce contexte un vaste marché noir se développe au détriment des populations algériennes démunies (en 1945 le quintal de blé dur taxé à 800 francs était vendu entre 2000 et 3000 francs).

D'après un journal de l'époque : « les ouvriers agricoles mangent des ravenelles, sorte d'herbe amère dont les vaches elles-mêmes ne veulent pas : (...) Vêtus de haillons ils se traînent faméliques, le long des pistes communes à la recherche d'un mirage ».

C'est l'une des plus graves crises économiques que l'Algérie ait connue. Les Algériens en pâtissaient le plus et les populations

campagnardes étaient les plus éprouvées. Elle a nécessairement aidé au développement du sentiment national.

Toutefois « si les musulmans (Algériens) souffraient davantage de cette économie de guerre, cela n'était qu'accidentel et pouvait même paraître étrangement «normal» tant la raison évidente n'était pas là mais dans le système colonial en général².

III- LES FAITS

a- Le 1^{er} Mai 1945 :

Lors des manifestations autorisées organisées par la CGT pour célébrer la fête du Travail, les participants défilent avec le drapeau algérien et banderoles réclamant la libération de MESSALI et lancent des slogans nationalistes, tels qu' «indépendance de l'Algérie» ou «fin du colonialisme».

Les manifestations se déroulent à travers plusieurs villes du pays telles que Cherchell, Oran, Alger, Bône, Bougie. L'intervention de la force publique fait 2 morts et 24 blessés à Alger, 1 mort et plusieurs blessés à Oran³.

A la réunion CGT d'Alger, Pierre FAYET brocardait le P.P.A qui «veut saboter la fête des travailleurs en organisant une manifestation musulmane à part », et un tract communiste de proclamer deux jours plus tard : «A bas la provocation hitlérienne »⁴.

La CGT et le PCA accusent les militants du PPA qui sont d'ailleurs défendus vigoureusement par Ferhat ABBAS dans le journal *Egalité*.

D'après le rapport du général TUBERT sur le 8 mai 1945 il ressort que «dans le département de Constantine cette journée fut marquée par des cortèges spécifiquement musulmans, à Bône, Bougie, Guelma, Philippeville, Souk-Ahras, Tébessa, Collo, Khenchella, Ain-Beïda, Sétif. Ces cortèges distincts des manifestations syndicalistes suivaient les cortèges officiellement autorisés ou, au contraire, tentaient de les couper. A Sétif, 5000 musulmans environ se dirigèrent vers la salle des fêtes où se trouvait la réunion syndicaliste en scandant : « MESSALI,

libérez MESSALI ». Les femmes accompagnaient de leur « you-you » les manifestants.

«La police ne put empêcher l'attroupement mais aucune brutalité ne fut exercée ce jour-là à Sétif sur le service d'ordre, et les manifestants demeurèrent au dehors de la salle des fêtes»

« Il est à la connaissance de la Commission que la journée du 1^{er} mai a été marquée par de graves manifestations du même ordre et poursuivant le même but dans des villes des départements d'Oran et d'Alger et notamment au chef lieu de ces départements.»⁵

a-Le 8 mai 1945

Quelques 8000 algériens organisés par le moyen des sections des A.M.L et appartenant à divers groupes nationalistes, après avoir demandé et obtenu l'autorisation officielle de fêter la victoire, défilèrent paisiblement dans le centre de la ville de Sétif.

Lors du défilé, les manifestants portaient des drapeaux verts et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire (Vive l'Algérie, libérez MASSALI, ABBAS au pouvoir, A bas la colonisation et le fascisme, vive l'Algérie indépendante, l'Algérie à nous).

Dans plusieurs villes les manifestants se heurtèrent à la police. A Sétif, la police tire sur la foule. Le porteur du drapeau est tué. Les manifestations dégénèrent en révolte. Les manifestants réagissent en s'attaquant aux policiers et aux Européens. Les groupes de manifestants étaient composés de tous les musulmans du plus riche au plus pauvre, du demi-intellectuel à l'ignorant, de l'athée au fanatique religieux en passant par le syndicaliste, le petit bourgeois, l'ancien combattant, l'élite, le scout, le sportif»⁶.

Les attaques ne portèrent pas contre les dépôts d'alimentation mais contre les bâtiments publics et les fonctionnaires. Dans les campagnes les masses paysannes réagissent à l'annonce de la répression : des révoltes dirigées contre les Européens éclatent partout dans le Constantinois. Des centres subirent de véritables sièges. D'après JEANSON «durant 24 heures les forces de l'ordre

² Cf. l'intéressante étude de Rédouane AINAD-TABET intitulée le 8 mai 1945 : Jacquerie ou revendication agraire in *Revue algérienne des Sciences juridiques, économiques et politiques*, Vol IX, n°4, p.p 1007 – 1016, déc 1972.

³ LETOURNEAU (Roger), Evolution politique de l'Afrique du nord musulmane de 1920 à 1961, A. Colin, Paris, 1961.

⁴ *Unir* (Alger), 31.7.46, CIE (Alger) mai 1945.

⁵ TUBERT (P), LABATUT, TALEB-CHOAIB, Rapport (à Mr le Ministre plénipotentiaire gouverneur général d'Algérie) de la Commission chargée de procéder à une enquête administrative sur les événements qui se sont déroulés dans le département de Constantine le 8 mai 1945 et jours suivants, sl, nd 31 p in *Revue algérienne des Sciences juridiques, économiques et politiques* – vol XI, n 4, décembre 1974 pp 289-316.

⁶ Rapport de l'Union locale de Guelma adopté à l'unanimité le 20.6.1945 par les responsables et les adhérents.

ne semblent guère soucieuses d'assurer la protection des Européens : un certain nombre d'entre eux sont tués ».⁷

Aucune bannière ne réclama « du pain ou de la semoule »⁸. Il s'agit donc bien là d'une manifestation politique et non pas d'une manifestation faite par des affamés.

La police, débordée d'emblée, allait déclencher ensuite une répression avec l'aide de la milice. Le 10 mai, les autorités françaises organisent une répression sauvage qui tourne au massacre. La répression a été dure par crainte d'un « soulèvement » général de l'Algérie.

A l'intervention de l'armée de terre, de l'aviation et même de la marine s'ajoute l'action sans doute plus meurtrière parce que chargée de haine raciste des milices des colons. En effet, la milice se livre à des représailles contre la population musulmane avec assure-t-on la tolérance et même la complicité des autorités locales. Un fonctionnaire envoyé d'Alger par Chataigneau pour enquêter à Guelma en revient épouvanté : des hommes, des femmes, des enfants, auraient été exécutés sans jugement, en bloc. Il est également certain qu'en dehors de la milice, des Français dont les parents ou les proches ont été victimes se livrent à des exécutions sommaires.

La répression fut « féroce, impitoyable, en vérité inhumaine par son manque de discernement » (cf. Benazet, *L'Afrique française en danger*, p.52)⁹

La population européenne de Guelma organise une garde civique pour aider la troupe à défendre la ville. On fit des expéditions punitives et on fusilla sans jugement des dizaines d'Algériens (musulmans) souvent pris au hasard.

Sur le plan militaire, eurent lieu de nombreuses opérations ainsi que des bombardements par air et par mer. Des bombardiers moyens et lourds effectuant jusqu'à 300 rotations par jour, rasèrent des communautés entières. Le croiseur Dugay-Trouin bombarda sans aucune utilité les environs de Kherrata. Les avions détruisirent 44 machtas, groupe de maisons pouvant aller de 50 à 1000 habitants. On retrouvera des fosses communes remplies à ras bord de cadavres.

⁷ JEANSON (Colette et Francis), *L'Algérie, hors-la-loi*, Ed du Seuil, 1955, Paris, 320p.

⁸ VALLET (Eugène), *Un drame algérien – La vérité sur les émeutes de mai 1945*. Les grandes éditions françaises, 1948, 290p.

⁹ JULIEN (Charles-André) *L'Afrique du nord en marche, nationalisme musulman et souveraineté française*, 3^{ème} éd. Julliard, Paris, 1972.

A Sétif où la loi martiale fut proclamée, tout Algérien (musulman) ne portant pas le brassard réglementaire était abattu. Dans la campagne, les Sénégalais et les légionnaires pillèrent, incendièrent, violèrent et tuèrent en toute liberté. La « chasse à l'homme » bat son plein.

Dans la 2^{ème} quinzaine de juin, la troupe continue ses missions de « nettoyage ». Dans la plupart des cas, ce sont les autorités locales qui désignent les objectifs : villages, mechtas, gros rassemblement à bombarder ou à mitrailler.

« Puis quand les troupes sont entrées massivement en action, nous avons trouvé dans les journaux des unités des expressions telles que « la bataille fait rage... la section d'artillerie effectue des tirs de jour et de nuit sur un village signalé « le plus dangereux » « ... fuite de prisonniers tués quelques instants plus tard... La batterie de 75 exécute des tirs de harcèlement etc... Ces phrases illustrent un climat de guerre et il faut bien le dire une répression sans discernement. »¹⁰

Le gouvernement assura, d'après les chiffres fournis par l'armée et l'administration, qu'il y eut 1500 morts parmi les Algériens (musulmans). Le rapport de la commission TUBERT parle de 500 à 600 indigènes tués par l'armée, de 500 à 600 tués par les colons et 20 à 40 tués par la police de Sétif. Pourtant dans « l'intimité », l'armée donne le chiffre de 6 à 8000 tués. Par la suite, des estimations officialisées indiquaient 20.000 victimes tandis que les estimations non officielles modérées affirmaient qu'en réalité il y eut 40.000 morts ainsi que l'indiquait de son côté le consul américain tandis que, selon les estimations nationalistes retenues par l'histoire officielle algérienne, on compte environ 45.000 morts. Par devoir de mémoire, il nous semble nécessaire d'ouvrir, soixante ans après l'événement, le dossier du 8 mai 1945 (Répression, dépossession et analyser et mesurer toutes les conséquences politiques économiques et sociales du soulèvement populaire).

En novembre 1945, le nombre des arrestations était de 4560 dont 3696 dans le département de Constantine, 505 en Oranie, 359 dans le département d'Alger. Les tribunaux militaires avaient prononcé 557 non-lieux, 1307 condamnations dont 99 à mort, 64 aux travaux forcés

¹⁰ PAILLAT (Claude) *Vingt ans qui déchirèrent la France*, tome 1, *Le guépier* (1945-1953), Ed. Robert Laffont, Paris, 1969, p.60.

à perpétuité, 329 aux travaux forcés à temps et 250 acquittés¹¹. La plupart des arrestations avaient été faites sans preuves.

Ferhat ABBAS et le Dr. SAADANE furent arrêtés dans les bureaux même du gouvernement général sur un ordre venu de Sétif. Ils se présentaient à ce moment au « gouvernement général » pour féliciter le chef de la colonie de la libération définitive de la France et de la victoire des Alliés. L'Association des Amis du Manifeste est dissoute le 15 mai. Cheikh Bachir EL IBRAHIMI est arrêté, les medersas fermées et les scouts musulmans algériens (SMA) interdits.

De plus les délégués financiers européens réclamaient « le maintien de l'état de siège et l'installation de cours martiales », « l'armement immédiat et sérieux de tous les centres dépourvus de garnison (...) avec création de gardes civiles » et le « renforcement de l'autorité des hauts fonctionnaires et magistrats »¹².

Dans les bureaux du gouvernement général, circule un tract : « En voilà assez ! L'opinion publique française demande l'exécution sommaire des meneurs, Ferhat ABBAS en premier lieu, la révocation du gouverneur général, la nomination d'un gouverneur civil d'origine « algérienne » et muni des pouvoirs nécessaires pour pratiquer une politique énergétique et juste. La souveraineté française est en péril.

Le 23 mai 45 une commission d'enquête dirigée par le général TUBERT arrive dans le Constantinois. Elle sera brusquement rappelée le 25 mai sans avoir achevé son enquête. Elle n'en apporte pas moins des données intéressantes qui permirent la rédaction d'un rapport d'information.

Enfin en 1947, au conseil de la République le général TUBERT au cours de la séance du 29.8.47 souligne qu'« à ce moment des groupes de colons armés s'arrogeaient le droit de juger et de fusiller. Et nous avons le regret et l'obligation de déclarer qu'en ne sanctionnant pas ces faits le gouvernement de l'époque a refusé à ses ressortissants la justice et la vérité. Il a ainsi sa grave part de responsabilité dans la situation où nous nous débattons aujourd'hui ».

¹¹ Julien (Charles André), op cit.

¹² NOUSCHI (André), LACOSTE (Yves), PRENANT (André), L'Algérie : Passé et présent, Editions Sociales, Coll. « La Culture et les Hommes », Paris, 1960, 462p.

IV-REACTIONS, ATTITUDES et POSITIONS DE LA PRESSE DE GAUCHE¹³.

Bien avant le soulèvement populaire du 8 mai 1945, la presse communiste comme la presse socialiste met l'accent sur la lutte contre le fascisme et son développement parmi les Européens d'Algérie, ce qui permettra aux communistes et aux socialistes de s'entendre sur le « complot fasciste ».

A cet effet, Pierre BLOCH, retour d'Alger, souligne « qu'il existe un esprit fasciste à extirper nécessairement. Certains milieux de la grande colonisation des fœdaux du bled, des grands patrons des villes de la côte, qui sont heureusement la minorité, n'ont rien oublié, ni rien appris. Il faut veiller à leurs tentatives possibles de sabotage des lois de la République ». (Le Populaire 9.9.44).

A la même époque, Waldeck ROCHET, dans un article intitulé « Pourquoi les musulmans d'Algérie ont créé les Amis de la Démocratie », souligne que « dernièrement on a assisté à des provocations qui peuvent être lourdes de conséquences : des officiers fascistes sont allés jusqu'à organiser des expéditions punitives contre la population musulmane de la Casbah d'Alger ». (L'Humanité 5.10.44)

Toujours bien avant mai 45, la thèse de la provocation fasciste est d'ailleurs appuyée par une déclaration parue aussi bien dans Alger-Républicain (2.3.45) que Liberté (8.3.45). où il est notamment affirmé qu'après la réunion à Alger de la Conférence communiste nord-africaine (PCA, PCT, PCM) sous la présidence d'Etienne FAJON, du BP du PCF, l'unanimité est faite pour souligner que « le sort des populations nord-africaines dépend de la part qu'elles prennent et prendront aux côtés du peuple français à la lutte pour l'écrasement de l'hitlérisme ennemi juré de tous les peuples, et de ses prolongements en Afrique du nord et en France.

« La conférence dénonce à ce sujet l'état de famine organisé dans la campagne nord-africaine comme tentative délibérée des éléments fascistes en vue de susciter des émeutes de la faim et des troubles qui pourraient dans leur esprit favoriser l'Allemagne hitlérienne,

¹³ CHAOUICHE-RAMDANE (Zoubir), L'Algérie à travers la presse française et

algérienne de gauche de 1945 à 1955, Thèse de Doctorat de III^{ème} cycle en Sciences de

l'Information, Université de Droit, d'Economie et de Sciences sociales de Paris 2, 1979, 2 volumes, 950p.

nuire à l'union des populations d'Afrique du nord avec le peuple de France et justifier une répression sauvage et la suppression des premiers et récents progrès accomplis dans la voie de la démocratie».

D'autre part, dans son rapport au BP sur la situation en Afrique du nord, Etienne FAJON souligne dans l'Humanité (16.3.45) qu'« il a constaté le développement dans les pays nord-africains d'un vaste complot de traîtres fascistes ».

De son côté Liberté du 29.3.45 titre : «Pour déjouer le complot des traîtres fascistes : Libertés démocratiques. Opposons à la politique du bâillon le bloc uni de toutes les forces populaires et du progrès». En outre, intervenant à l'Assemblée consultative en faveur des populations algériennes, Etienne FAJON déclare que «pour faire échec au complot des affameurs fascistes, il faut expulser les vichyssois de l'administration». Liberté publie aussi un extrait d'un article de Joanny BERLIOZ intitulé : «L'Afrique du nord, foyer d'activité prohitlérienne et anti-française»¹⁴.

A la veille du 1^{er} mai, Liberté (26.4.45) souligne en première page et en caractère gras que le «premier mai est une journée chômée de lutte contre le fascisme et la défense de la démocratie». A l'occasion, la CGT appelle à la «Mort au fascisme!». D'autre part le PCA lance un appel où il est souligné : « la recrudescence de la propagande fasciste en Algérie sous la forme de papillons et de tracts antisémites, reproduisant des thèmes odieux des bandits hitlériens. Le BP appelle à «l'écrasement du fascisme en Algérie». Pour le 1^{er} mai, le BP demande de faire de la fête du Travail « une grande journée de manifestations républicaines et antifascistes ». Rapportant le déroulement des manifestations de la fête du travail Alger-Républicain (1.2/5/45) titre : «une foule immense de travailleurs et de patriotes a célébré un 1^{er} mai de triomphe sur le fascisme», tandis que Liberté (3.5.45) souligne : «Premier mai 1945. Partout puissantes manifestations. A Alger devant la poste centrale, 50.000 travailleurs affirment leur volonté de défendre la démocratie, écraser le fascisme, abattre des trusts traîtres, exiger une véritable épuration et de s'unir autour de programme du Conseil national de la Résistance ».

D'autre part, Liberté souligne qu'« un nuage cependant a plané ce 1^{er} mai : Une poignée de misérables provocateurs, agents de l'hitlérisme,

liés aux féodaux européens et musulmans, avait organisé une contre manifestation. La police est intervenue. Le sang a coulé ».

«Provocation évidente. Par son attitude infâme en ce jour de grandes victoires sur l'ennemi du peuple de France et des populations nord-africaines, cette poignée de provocateurs a voulu porter atteinte à l'union réalisée».

«Nous dénonçons avec tous les véritables démocrates cette attitude criminelle et nous proclamons à nouveau : union contre le fascisme».

Quant à l'hebdomadaire socialiste, il souligne que le peuple d'Algérie a manifesté le 1^{er} mai sa volonté d'en finir avec tous les fascismes. (Fraternité 3.5.45)

Le 8 mai 1945, Alger-Républicain titre : «Le fascisme est vaincu. L'Allemagne capitule sans condition». C'est donc sur la capitulation du fascisme que la presse de gauche aborde « Le soulèvement populaire du 8 mai 45 ». Sous le titre « Aggression à main armée », Alger-Républicain (10.5.45) publie le communiqué du gouvernement général. Il est dit en substance « alors que l'Algérie participait avec enthousiasme aux cérémonies de l'Armistice, des éléments troubles d'inspiration et de méthodes hitlériennes se sont livrés à des agressions à mains armées sur les populations qui fêtaient la victoire dans la ville de Sétif et dans les environs. Ils ont aussi masqué leur volonté de souiller la joie générale.

«La police maintient l'ordre et arrête les responsables. L'armée lui apporte son concours. Les autorités sont bien décidées à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la sécurité et réprimer toutes les initiatives de désordre».

Le même jour Liberté (10.5.45) titre : «Ecrasement militaire de l'Hitlérisme ; en avant vers un avenir meilleur ! Reddition inconditionnelle des forces armées nazies. Honneur aux vaillantes troupes françaises et nord-africaines, aux armées alliées et à la glorieuse armée rouge. Luttons désormais de toutes nos forces unies pour extirper jusqu'aux moindres vestiges du fascisme, pour une France et une Afrique du nord démocratiques et heureuses.

«La population de Constantine manifeste sa joie de la prise de Berlin et fait libérer les antifascistes emprisonnées». Liberté reproduit l'appel du PCA intitulé «Mort au fascisme» et une résolution de la conférence de la région d'Alger du PC où il est souligné qu'il faut favoriser «l'union pour combattre les survivances fascistes » et

¹⁴ Article paru aussi dans Les Cahiers du Communisme.

dénonçant « vigoureusement les provocations fascistes fomentées à Orléansville, Chellala, Alger (1^{er} mai) par le PPA, agents des trusts et ses soutiens, les gros féodaux européens et musulmans qui veulent semer la division sous le couvert d'un faux nationalisme chauvin ».

Le lendemain Alger-Républicain (11.5.45) souligne que le gouverneur CHATAIGNEAU a pris toutes les dispositions pour que les terroristes hitlériens soient impitoyablement châtiés et l'ordre définitivement rétabli.

Commentant la révolte, Michel ROUZE souligne dans Alger-Républicain du 11/05/1945 sous le titre «Vêtir ceux qui sont nus...» qu'« une juste politique algérienne ne développera ses effets que s'il est d'abord mis fin à des misères pas trop excessives, et à une répartition trop inégale des privations». Il ajoute que «la violence n'est jamais une solution durable même quand les choses en sont arrivées au point qu'il faut malheureusement l'opposer à la violence».

Quant à l'Humanité (11.5.45), elle rapporte la nouvelle de soulèvement populaire, dans un petit entrefilet, en page première, sous le titre : « A Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire » ; le quotidien souligne que des éléments troubles d'inspiration hitlérienne, se sont livrés à Sétif à une agression à main armée contre la population qui fêtait la capitulation hitlérienne. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre.

Le côté « population affamé au bout de la révolte » est mis en évidence dans le Populaire (12.5.45). A cet effet, sous le titre : « Du blé aux populations affamées », il est souligné que « le conseil des ministres a consacré une partie des séances aux problèmes d'Afrique du nord. En dépit du laconisme du communiqué officiel, nous sommes en mesure de préciser que, par suite d'une épouvantable insuffisance de céréales, la famine règne en certaines régions de notre Afrique du nord. C'est ainsi que dans le département de Constantine les populations affamées remontent vers les villes dans l'espoir d'y trouver quelques subsistances.

« Des troubles se sont produits, des villages ont été occupés avec la complicité du PPA, des agents nazis, encore très nombreux et enfin, des sectes religieuses qui cherchent leur mot d'ordre auprès des agitateurs panarabes du Caire ».

Le même jour, l'Humanité insiste sur la faim des populations musulmanes. Elle écrit à ce sujet que « depuis 10 mois, le journal communiste français Liberté d'Alger dénonce les méthodes employées en Algérie pour affamer les populations musulmanes » (l'Humanité 12.5.45).

Liberté (12.5.45) met aussi l'accent sur la famine. A ce propos elle titre : « La population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'administration ».

Il faut attendre le 12 mai pour relever qu'Alger Républicain consacre un nombre d'articles relativement importants au soulèvement populaire du 8 mai sous le titre : « Les événements de Sétif. Tous les éléments sains de la population européenne et musulmane se sont opposés aux émeutiers », le quotidien reprend le communiqué de l'AFP soulignant que : « Les incidents douloureux qui viennent d'ensanglanter un nombre restreint de localités du département de Constantine et qui ont débuté par l'agression de bandes de manifestants musulmans de Sétif contre les Européens de la ville attablés à une terrasse de café le jour de l'armistice et par la mutilation des cadavres, pour si regrettable qu'ils aient pu être sont loin d'avoir atteint les proportions d'une propagande alarmiste a tenté d'accréditer dans le public. »

« Localisés dans la région du Sétif, Kerrata et de Guelma, ces troubles ont été le fait de bandes armées qui, pour tuer et piller, ont attaqué ces agglomérations dont les habitants fêtaient, dans l'enthousiasme, la victoire sur l'Allemagne nazie. »

« (...) Les premiers éléments d'information semblent indiquer que les inspireurs de ces attentats qui, quelques jours plus tôt avaient tenté de troubler dans plusieurs villes d'Algérie la commémoration de la fête du Travail, doivent être recherchés parmi les dirigeants du PPA et des Amis du Manifeste. »

Alger-Républicain publie aussi le contenu d'un télégramme du général de Gaulle « transmis aux familles européennes des victimes de l'agression de Sétif ». Il est notamment affirmé : « la volonté de la France victorieuse de ne laisser porter aucune atteinte à la souveraineté française en Algérie et l'autorisation de prendre toutes mesures nécessaires pour réprimer tous agissements anti-français d'une minorité d'agitateurs ».

Après le soulèvement populaire du 8 mai 45 le PC fait des propositions au gouvernement général. A cet effet, une délégation commune du PCF – PCA composée de JOANNES, NEVEU, OUZEGANE et CABALLERO est reçue le 10 mai par M. ALDHUY, chef du Cabinet politique et diplomatique du gouverneur général.

«La délégation s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et du PPF et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques au service de l'impérialisme fasciste. Elle a dénoncé la complicité des seigneurs fascistes de la colonisation ABBO, BORGEAUD, SERDA des féodaux musulmans BENGANA, BELKACEM, OURABAH et de haut fonctionnaires vichyssois, maintenus dans l'administration, dans la police et dans l'armée.»

«Cette coalition criminelle, après avoir tenté vainement de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang.»

«La délégation a fait à Mr ALDHUY des propositions dans le domaine économique, social et politique. Sur le plan politique la délégation réclame le châtimement rapide et impitoyable des provocateurs et de traîtres vichyssois vendus à l'hitlérisme et à l'impérialisme fasciste, des caïds voleurs et affameurs et octroi dans les communes des pouvoirs administratifs aux présidents de Djemaa, de douar ou de village, et enfin l'amnistie en faveur des éléments honnêtes entraînés par les traîtres. »

Analysant la situation, Michel ROUZE souligne sous le titre «Attention aux provocateurs» qu'il y a longtemps cette fois que nous voyons monter le complot. Il a été dénoncé par les partis démocratiques, par la CGT et par les représentants de la presse républicaine lors du meeting du Majestic.

(...) «La répression des actes criminels qui ont été commis est inéluctable et nécessaire. Mais elle n'a pas le droit d'être impitoyable que si elle frappe les seuls vrais coupables et tous les vrais coupables où qu'ils se trouvent » (Alger-républicain 13-14.5.45).

Quant à l'Humanité (13.14/5/45) du même jour, elle précise que «c'est d'autant plus évident qu'il y ait parmi les musulmans des hitlériens car le chef pseudo-nationaliste BOURGUIBA était en Allemagne au moment de la capitulation hitlérienne et vient d'arriver dans un pays d'Afrique du Nord.»

D'autre part, lors d'un meeting à la Mutualité, Etienne FAJON dénonce «le complot fasciste qui est à la source de ces événements : organisation délibérée de la famine par les «cent seigneurs de l'Algérie et leurs complices, les hauts-fonctionnaires vichystes du gouvernement général. Les uns et les autres désirent provoquer des émeutes de la faim, propres dans leur esprit à favoriser une répression sauvage et à faire de l'Algérie une base du fascisme». Enfin, Etienne FAJON démontre avec des faits précis qu'il ne s'agit nullement d'«une révolte arabe» et que les quelques musulmans qui ont joué un rôle actif dans les événements étaient depuis longtemps, connus par les vichystes du gouvernement général et protégés par eux.» (L'Humanité 15.5.45). Soulignons qu'Amar OUZEGANE et la direction du PC sont pris à partie par les nationalistes. Il leur est reproché d'avoir même participé à la répression. L'Humanité rétorque que «des communistes algériens ont été blessés ou gravement mutilés en essayant de montrer à la foule surexcitée que ses vrais ennemis n'étaient pas les Français en général, mais vichystes et quelque caïds voleurs protégés par la Haute administration ».

Le ministère de l'intérieur ayant rejeté la responsabilité des troubles sur des éléments du PPA et sur certains éléments du Manifeste, l'Humanité (16.5.45) maintient que ce sont les vichystes et les fascistes français qui ont organisé auparavant la famine et qui se sont suffisamment armés » (Pour réprimer le soulèvement populaire).

Comme Alger-Républicain, Liberté du (17.5.45) consacre en première page à la révolte de mai 1945 une série d'articles. JOANNES (V) expose sous le titre : «La monstrueuse provocation du Constantinois» l'idée du complot fasciste et de la provocation montée depuis des mois». L'article est illustré de deux photos portant successivement pour légende (en arabe et en français) : «Le 8 mai à Alger, la foule immense acclame les orateurs de la France combattante qui saluent la victoire militaire sur l'hitlérisme et appellent à l'union de toutes les forces de progrès et de démocratie pour détruire jusqu'aux derniers vestiges du fascisme» et «Plus d'un million de Parisiens ont manifesté le 1^{er} mai, à l'appel de la CGT, pour la nationalisation des trusts, pour la liquidation du fascisme, pour le châtimement rapide et implacable de BESAIN-PETAIN ».

A l'occasion, le PCA lance un appel à «l'union» où il est notamment affirmé que «le parti met en garde toutes les populations

contre certaines mesures qui, au lieu de faire écho au complot, contribuent, au contraire, à le favoriser en attisant la panique et le poison hitlérien : le racisme. «Nous tenons à cette occasion à rappeler nos propositions sur le plan économique, social et dans le domaine politique. «Sur ce dernier point, le PCA demande le châtime rapide et impitoyable des provocateurs et des traîtres vichyssois vendus à l'hitlérisme et à l'impérialisme fasciste.»

Le BP du PCA précise notamment qu'«il ne s'agit pas d'une «révolte arabe» mais bel et bien d'un complot fasciste où se trouvent mêlés les traîtres de toutes les races et de toutes religions : PPA, PPF, hauts fonctionnaires fascistes maintenus en place avec la complicité des seigneurs fascistes de la terre, de la mine et des banques».

Interrogeant des personnalités musulmanes sur «le 8 mai 45», Liberté rapporte la déclaration du muphti BABA AMEUR (Grande Mosquée) qui «ne connaît pas les causes qui ont déterminé ces troubles. Mais certainement poursuit-il, ils ont été facilités par la famine qui règne actuellement parmi les populations musulmanes particulièrement dans le Sud».

«Quant aux autres personnalités musulmanes telles GUENATRI, secrétaire du syndicat des dockers, Mohamed MAROUF secrétaire de l'Union départementale ou le professeur BOUBAKEUR, elles insistent sur «la misère de la population musulmane» et sur les difficultés de ravitaillement».

Par ailleurs, l'envoyé spécial de Liberté à Sétif, Roger ESPLASS souligne que «les événements de Sétif sont le fait de la 5^{ème} colonne¹⁵. C'est-à-dire de cette poignée de misérables agents de l'hitlérisme (faux nationalistes, seigneurs de la colonisation, féodaux terriens, agents des trusts).

¹⁵ Définition et composition de la 5^{ème} colonne d'après L'Humanité.

«A Alger, trois forces essentielles constituent la 5^{ème} colonne, forces qui d'ailleurs s'enchevêtrent constamment.

Les agents directs de la Gestapo.

Les hommes des trusts sans patrie.

Les mandataires des «cent seigneurs» d'Algérie pour qui la France

ne saurait être conçue autrement que comme un instrument de protection de leurs monstrueux privilèges contre la masse des agriculteurs laborieux et patriotes qui prennent leur part dans l'effort de guerre.»

L'auteur souligne que «se sont glissés des provocateurs dans le cortège, des voyous à la solde de la 5^{ème} colonne, des pseudo nationalistes de bas étage, hitlériens du PPA et agents des «cent seigneurs européens et leurs complices» et qu'enfin la cour martiale siège en permanence. Elle juge et condamne impitoyablement. Mais elle ne doit frapper que les véritables criminels ».

Sous le titre «Faux nationalistes-Mouchards, criminels et valets du fascisme» Amar OUZEGANE souligne que «les aventuriers dirigeants du PPA viennent de jeter le masque de faux musulmans et de faux nationalistes.»

«Tous les musulmans honnêtes – y compris les jeunes du PPA abusés par la démagogie policière des pseudo nationalistes – mesurent aujourd'hui le crime sans nom des agents les plus vils des seigneurs de la colonisation, des féodaux européens et musulmans et de l'impérialisme fasciste.»

«Partout la même méthode : la basse provocation doublée d'une lâcheté de vulgaires indicateurs de police.»

«Pas un seul des «Zouâma» du PPA n'était à la tête des cortèges et des manifestations organisées pour troubler et discréditer les rassemblements démocratiques.»

«Par contre partout les pancartes glorifiant «MESSALI et réclamant «l'indépendance» étaient portées par des enfants en haillons ou des hommes affamés à qui on avait miroité une distribution de pain ou de vêtements.»

«Pas un seul dirigeant du PPA n'a été blessé ou frappé.»

«Par contre, ils ont envoyé à la boucherie des malheureux, innocentes victimes européennes et musulmanes.»

L'auteur présente ensuite une «liste des mouchards» qui se compose de Moufdi ZAKARIA (PPA), BOUKORT Ben Ali, traître du PC, Chadli MEKKI (PPA) Bouali SAFIR, YOUNES et SI DJILLANI, vice-président du PPA, speaker en kabyle à radio-Paris en allemand.

Enfin, OUZEGANE souligne qu'«Il faut mettre fin aux facteurs de troubles, en prison les mouchards et les traîtres du PPA, en prison leurs «patrons» hauts fonctionnaires vichyssois et seigneurs de la colonisation dont le chantage et la trahison ouverte est connu : trahison au service du fascisme. Quant à Henriette NEVEU, elle écrit sous le titre : «Les responsables» que «la grande masse des populations musulmanes souffre de la faim et de la mauvaise organisation du

ravitaillement et que les provocateurs hitlériens avaient pu, à Sétif, entraîner des milliers de musulmans des campagnes parce que ceux-ci avaient faim et étaient mécontents». (Liberté 17.5.45)

Par ailleurs, une semaine après le soulèvement populaire du 8 mai 45, Le Populaire (17.5.45) affirme que «l'ordre est rétabli en Afrique du Nord.»

«Adrien TIXIER a déclaré que l'ordre était partout rétabli, les responsables arrêtés et que, dans l'immédiat, les régions les plus menacées par la famine ont été ravitaillées».

«Il n'empêche cependant, que la situation reste sérieuse tant au point de vue économique qu'au point de vue politique. »

«En effet, la production de céréales qui s'élevait annuellement en Afrique à 20 millions de quintaux est tombée, par suite de difficultés inhérentes à la guerre, à 5 millions. Cette sous-production a, bien entendu, été exploitée par le parti populaire arabe et le parti du «manifeste» qui, longtemps antagonistes, ont réalisé leur accord sur un mot d'ordre précis : l'éviction pure et simple de la France en Afrique du Nord.»

«Par ailleurs, il se confirme que des armes de provenance étrangère ont été saisies aux sièges de ces partis. »

D'autre part sous le titre « Où va l'Algérie, Complots... Emeutes ». Léo FONTAINE analyse la situation après le 8 mai 45. Il souligne notamment que «les douloureux événements qui viennent d'avoir lieu dans le département de Constantine, outre l'horreur qu'inspire la sauvagerie qui les accompagnait, constituent une faute politique grave, un crime contre ceux qu'ils prétendent servir.»

«Il est nécessaire et urgent de fixer les responsabilités réelles, de rechercher les organisateurs». (...) «Cette révolte, les atrocités qui l'ont accompagnée, semblent montrer que la grande masse des populations musulmanes de ce pays n'a pas encore atteint le degré d'évolution minimum qui nous semble nécessaire pour justifier les revendications du Manifeste.»

«Le fait que des «élites» dirigeantes musulmanes aient organisé et déclenché ce mouvement n'indique pas non plus, pour celles-ci, une maturité politique bien grande». (Fraternité 17.5.45).

Après la réunion de la commission de coordination des affaires consultatives présidée par Pierre BLOCH et le ministre de l'Intérieur Adrien TIXIER, Le Populaire (18.5.45) souligne qu'il a été affirmé

la volonté de maintenir l'ordre et de réprimer l'agitation de certains éléments nationalistes» et que «la grande masse des indigènes est toujours fidèle». A l'origine «des incidents, il y a le parti populaire arabe dirigé par MESSALI et le Parti du «Manifeste» qui a pris ces temps derniers, une position de plus en plus anti-française. Nous sommes prêts à défendre les musulmans d'Algérie déclare TIXIER mais nous ne pourrions admettre que soit discutée la présence de la France dans nos trois départements d'au-delà de la Méditerranée ».

Commentant les «événements de mai 45», Michel ROUZE souligne dans Alger-Républicain (18.5.45) sous le titre «Rien n'est perdu» qu'«à mesure que les informations se précisent, à mesure aussi que les esprits recouvrent un minimum de sang-froid, nous voyons plus clairement que les populations algériennes ont été victimes d'un mauvais coup préparé par des criminels qui, pour des raisons diverses, avaient intérêt à le voir réussir.

(...) «Les émeutiers, les assassins, doivent être cloîtrés conformément aux lois en vigueur. Mais il ne faut pas croire que l'exaspération de la répression constitue un remède de nature à empêcher le retour à la catastrophe. Car c'est précisément le contraire qui est vrai, l'histoire le montre assez. La force au service de la justice fait respecter celle-ci. Mais la violence qui dépasse et déborde la justice appelle à son tour la violence, en un cycle infernal ».

Quant à Louis JULIEN, il soutient dans Alger-Républicain (19.5.45) sous le titre : «A qui le crime profite?» que les événements ont été prévus par les communistes, il y a plus d'une année et que les vrais responsables de l'émeute sont les hitlériens allemands», l'émeute ayant pour effet de contrecarrer l'application de l'Ordonnance du 7.3.1944».

L'Humanité (19.5.45) du même jour insiste sur la situation d'«état de siège et de cours martiales» qui prévaut en Algérie. Elle souligne que le «fascisme organise ouvertement la guerre civile» et l'auteur de l'article préconise des «sanctions immédiates contre les hauts fonctionnaires responsables du massacre» (Une centaine de morts d'après le ministère de l'Intérieur). L'Humanité pose le problème de l'utilisation pour les représailles de l'aviation, de l'artillerie, de la marine, de la Légion étrangère, des Sénégalais, des Marocains. Le quotidien affirme entre autres que «mai 45 est la réalisation du plan des fascistes français et algériens» et, pour que l'ordre règne, il faut ravitailler

les populations, punir tous les tueurs hitlériens et les chefs pseudo-nationalistes. Toute autre mesure facilite la séparation».

Ce n'est que dix jours après le soulèvement populaire – et après avoir régulièrement réclamé le châtimement des émeutiers – que la presse de gauche aborde le problème de la répression. D'autre part, à l'exception de l'envoyé spécial de Liberté Roger ESPLASS à Sétif (à partir du 17.5.45), la presse de gauche se contente uniquement d'informations d'agences. Nous nous trouvons en présence d'un journalisme qui ne fait que rapporter les événements sans les décrire pour autant.

Au moment de la répression, Alger-Républicain est pris à partie par les nationalistes. Dans la rubrique «Tour d'Horizon» Michel ROUZE explique sous le titre : «Précisons pour nos amis et pour les autres que «nous connaissons les promoteurs de la campagne en question. Ce sont les agents de «la féodalité algérienne, des hommes qui ont toujours appliqué dans ce pays le fameux principe : DIVISER POUR RÉGNER.

(...) «Nous avons dénoncé à l'avance le complot fasciste qui a abouti aux événements de Constantine. Nous continuerons à le dénoncer». (Alger Républicain 20-21.5.45).

A l'occasion, le quotidien publie un communiqué du ministère de l'Intérieur soulignant que «le gouvernement charge une commission présidée par le général TUBERT d'enquêter sur les événements de Constantine».

Analysant la situation de la révolte après deux semaines, Le Populaire souligne sous la plume de J.M. que «la situation reste sérieuse en Algérie». L'auteur distingue trois séries de causes principales au soulèvement :

«Tout d'abord, les dirigeants arabes ont évolué. En 1936-37, à l'exception du petit groupe de MESSALI et du PPA, le plus grand nombre défendait la thèse de l'assimilation des trois départements à la métropole».

«Mais, depuis lors et jusqu'en 1943, rien n'a été fait. Le projet Blum-Violette n'a pas été voté ? La misère a crû.

«De Gaulle a certes promulgué le projet Blum-Violette sous une forme élargie, mais faute d'élections, les nouveaux droits sont demeurés théoriques.

«Les grands colons, hostiles aux réformes, n'ont guère soutenu le gouvernement, les masses indigènes sont demeurées indifférentes. MESSALI du PPA et ABBAS, délégué financier jadis acquis à l'assimilation, se sont rapprochés. (Le Populaire 24.5.45)

Sous le titre «les agitations du monde arabe», J.M. aborde dans Le Populaire (29.5.45) les deux autres causes aux troubles de mai 45. Il écrit à ce propos, que «la seconde cause des troubles récents est d'ordre matériel. La misère est atroce en Afrique du Nord. La troisième cause est qu'il existe, en Algérie, plusieurs cinquièmes colonnes. Elles sont armées. D'autre part, la propagande est active. La charte de l'Atlantique qui précise le désir des signataires «de voir restituer aux peuples qui en ont été privés de force leurs droits souverains et leur autonomie» a été mystérieusement distribuée, traduite en arabe à des centaines de milliers d'exemplaires. Par qui ? «Enfin le mal n'est pas spécifiquement algérien. Le monde arabe est en pleine fermentation : incidents en Syrie et Liban, Palestine en état instable, incidents en Irak et Arabie Saoudite, Maroc, journées sanglantes». Et pourtant le nationalisme algérien est encore factice. Création de quelques évolués, il ne s'impose pas à l'idéal des masses misérables et incultes.»

Par ailleurs Marcel DOMERC souligne dans un éditorial paru dans Fraternité (24.5.45) sous le titre : «Au lendemain du drame» que «le drame même, on peut tirer profit, car il aura jeté sa dure lumière sur quelques réalités qu'il sera bon de ne pas oublier. D'abord celle-ci : «Ces mouvements de violence révèlent une évolution très rapide des esprits dans certains secteurs de l'Algérie. (...) «Le recours à la force n'y changera rien. La force, à elle seule, peut rétablir provisoirement le silence, mais elle est impuissante à résoudre les grands problèmes sociaux.

«Le châtimement des assassins est nécessaire ; la conscience publique l'exige. Mais quand la force française aura frappé, il y aura en Algérie des souffrances à soulager et un vœu de justice à satisfaire.

«Et n'oublions jamais qu'on ne serait pas partout mécontent, dans le monde, de pouvoir enregistrer avec éclat une faillite de la France en Afrique du Nord.

D'autre part, l'organe central du PCA, Liberté consacre deux semaines après les «événements du 8 mai 45» une série d'articles en première page (une dizaine en tout). Sous le titre «Propagandistes

de la haine ?» Henriette NEVEU souligne dans le commentaire que «les événements du Constantinois sont un avertissement terrible».

(...) «Sait-on que les régions du Constantinois où eurent les graves événements sont celles où les organisations du PC sont les plus faibles, où le rayonnement de notre Liberté est le moins fort. (Liberté 24.5.45)

De son côté, Larbi BOUHALI souligne sous le titre : «Au lieu de mettre à la raison fascistes et affameurs, la répression s'abat sur les démocrates» que «les événements sont la suite logique de l'activité criminelle de la 5^{ème} colonne fasciste que nous n'avons cessé de dénoncer depuis 2 ans.»

«Le but visé est en partie atteint. Les 100 seigneurs de la colonisation, leurs valets de l'administration et leurs complices la poignée de misérables du PPA, agents hitlériens sont parvenus à plonger nos paisibles populations dans une sanglante aventure.»

L'auteur affirme qu' «il faut châtier les affameurs du peuple au même titre que les assassins à gage du 8 mai, qu'il faut donner à manger à ceux qui se nourrissent de racines et de son» (Liberté 24.5.45).

En outre, Amar OUZEGANE écrit sous le titre : «Du complot de Sétif à (partie à titre censurée). Le crime et la calomnie armes du fascisme» qu' «après le monstrueux complot fasciste de Sétif et de Guelma, les hauts fonctionnaires vichyssois préparent un nouveau complot contre notre PCA» (30 lignes censurées). Rumeur : «Le PCA est «infiltré» par les PPA jusque dans la direction » (...) A qui fera-t-on croire que les communistes ont «pactisé avec les faux nationalistes du PPA que nous avons dénoncés impitoyablement comme des mouchards du gouvernement général, des criminels au service du fascisme ?

«De même qu'on ne peut marier l'eau et le feu, on ne pourra pas associer le PCA et le PPA» (Liberté 24.5.45)

Pour sa part, Victor JOANNES souligne sous le titre : «Pour resserrer l'alliance contre le fascisme» que «depuis octobre 1944, pour alourdir l'atmosphère, les pétainistes et ravitailleurs de Rommel faisait circuler le bruit d'une imminente «révolte arabe» dans le but évident d'affoler les Européens et réaliser ainsi le climat d'insécurité permanente favorable aux désordres et à la réalisation de la guerre civile contre le peuple (12 lignes censurées)». (Liberté 24.5.45).

Quant à l'article de l'envoyé spécial Roger ESPLAAS, il est «différé» par la censure. Parait uniquement le titre de l'article : «De Sétif à Guelma» (Liberté 24.5.45).

Pour l'Oranie, Nicolas ZANNETTACCI analyse les raisons et les effets «des fauteurs de troubles».

Liberté publie aussi l'opinion d'Européens clairvoyants tels le général TUBERT, président de la commission d'enquête. Ce dernier affirme «qu'il apparaît dès l'abord que ces crimes ne peuvent être le fait de musulmans sincères aimant l'Algérie et prétendant la servir. Le climat qui permet l'éclosion de troubles a, de toute évidence, au moins une de ses causes dans les conditions économiques et sociales où se trouvent actuellement, surtout dans les campagnes, les masses musulmanes. Ce terrain favorable ne pourrait que servir toutes les intrigues». A la question à savoir si le général TUBERT approuve les mesures de représailles à l'égard de population du Constantinois, ce dernier souligne qu' «il est important que soient châtiés tous les coupables sans distinction aucune, qu'il s'agisse des instigateurs ou des exécutants de ces crimes atroces. Si vraiment, comme certains le disent, des ordres de répression aveugles ont été donnés, je ne peux que les condamner, car ce n'est pas par la terreur mais par la justice, qu'on améliorera la situation.» (Liberté 24.5.45).

Avec l'interview du Général TUBERT, la presse de gauche dénonce pour la première fois la répression aveugle. Quinze jours après l'événement, les journaux de gauche en général ne font que rapporter les nouvelles. Ils évitent d'approfondir la question en décrivant notamment les atrocités de la répression. Toutefois, la presse de gauche et particulièrement la presse communiste est toujours soumise à une certaine censure des autorités.

Quant à l'Humanité (29.5.45) elle préconise «des mesures à prendre pour instaurer l'ordre de la France en Afrique du nord». Le quotidien mentionne par ailleurs le nom d'un membre du PCA abattu par la police. Il s'agit de LADJALI Saïd Mohamed porteur de documentation très importante «des Amis du Manifeste», organisation pseudo-nationaliste dont les tueurs ont participé aux événements de Sétif et d'ailleurs».

D'autre part, Maurice VIOLETTE, ancien gouverneur général de l'Algérie, fait d'importantes déclarations à Alger-Républicain (30.5.45). Il souligne que les «vrais responsables sont ceux qui ont créé

le climat favorable aux excitations. Nous jouons perdant à coup sûr en n'agissant que sous la pression de circonstances ».

L'arrestation de Ferhat ABBAS et du Dr SAADANE est l'occasion pour l'Humanité (31.5.45) d'affirmer qu'il est bien que des mesures soient prises contre les dirigeants de cette association pseudo-nationaliste dont les membres ont participé aux tragiques incidents de Sétif. »

Faisant le point à la fin du mois de mai, A. DEMUSOIS souligne sous le titre : « l'opinion du peuple de France sur le complot du Constantinois » qu'« en France l'idée d'une révolte des masses musulmanes n'est pas acceptée. Française et Français ont apprécié, dans cette guerre, le courage, l'esprit de sacrifice, le loyalisme de ces vaillants soldats musulmans. »

(...) « Françaises et Français de la métropole sont, il est vrai, très troublés des graves événements de Sétif et de Guelma, mais, j'en ai la certitude, à aucun moment ils n'ont songé à confondre les masses musulmanes laborieuses avec les agents du fascisme, qui ont spéculé sur la misère pour réaliser des desseins qui ne sont pas et ne peuvent être dans l'esprit des travailleurs musulmans d'Algérie (Liberté 31.5.45). »

Quant à Larbi BOUHALI et Henriette NEVEU, ils s'interrogent sur « l'importance de la répression ». Le premier souligne que « la répression se trompe d'adresse », tandis que NEVEU affirme que « la politique d'apaisement » se solde par des représailles collectives atroces, des mesures contre les forces démocratiques, l'encouragement aux campagnes de panique et de haine. « Les mesures qui auraient pu créer un réel apaisement, c'est-à-dire le châtimement des vrais responsables du complot du Constantinois, une amélioration nette du ravitaillement, une politique de confiance envers les larges masses saines des populations musulmanes par l'application de quelque réformes longtemps promises. Ces mesures, l'Algérie les attend toujours » (Liberté 31.5.45).

Dans Fraternité (31.5.45), Marcel DOMERC s'interroge sur les suites des événements de mai 45. Sous le titre : « Et maintenant ? », il souligne que l'Algérie a retrouvé le calme et que « Dans les secteurs d'agitation où la répression s'est produite, nous ne savons rien. Nous voulons croire qu'elle n'a pas frappé en aveugle, Vingt jours après la révolte, l'hebdomadaire socialiste d'Algérie affirme ne rien

savoir de la répression. Qu'attendait-il pour envoyer sur le terrain des envoyés spéciaux pour décrire l'ampleur de la répression ?

Ce n'est qu'à partir du mois de juin que les périodiques de gauche dénoncent, d'une part, la répression et d'autre part, essayent d'analyser les causes et les effets du soulèvement populaire de mai 1945.

Ainsi, L. RIVES présente un ensemble de reportages sur le 8 mai. Dans le numéro du (20.12.45), l'auteur titre. « Après s'être battu pour la démocratie et la liberté, un démobilisé trouve, en rentrant à Kherrata, sa maison pillée, sa famille fusillée sans jugement ».

L'hebdomadaire publie aussi des chiffres sur les conséquences des événements : 4560 arrestations après le 8 mai, 2586 musulmans encore « à juger » par les tribunaux racistes.

Poursuivant le reportage sur mai 45, RIVES note que « 4000 exécutions ont eu lieu en mai dans la région de Guelma et que les responsables de ces représailles sauvages sont toujours en liberté ». L'auteur rapporte « les scènes d'horreur des fours d'HELIOPOLIS », s'élève contre « la répression raciste ». L'auteur écrit en substance qu'« à Guelma, sous la haute direction du sinistre ACHIARY et de son protecteur, le préfet limogé LESTRADE-CARBONNEL, les opérations de basse vengeance, de sac et de meurtre se poursuivirent pendant 12 jours pleins. »

« Pour Guelma ville, on peut retenir le chiffre de 300 otages, ce sont des témoins dignes de foi qui l'avancent ; aux environs, le nombre des tués peut être évalué à 4000 minimum ; les lieux d'exécution, c'étaient la route Hadj EMBAREK, le pont d'HELIOPOLIS, le lieu dit « Kef el BOUMBA ». (...) « Par la suite, on procéda plus simplement : les victimes furent amenées aux fours à chaux d'Héliopolis, fusillées et incinérées. Avant de les fusiller on les alignait et on les obligeait à crier « Vive la France ». C'est ainsi que faisaient les monstres nazis dans tous les pays qu'ils occupèrent. C'est ainsi que le fascisme montra son vrai visage tout récemment en Algérie ». (Liberté 27.12.1945).

En 1946, la presse de gauche, et plus particulièrement la presse communiste, essaye de mettre de la lumière sur les nombreuses exécutions. Ainsi Louis RIVES souligne dans l'Humanité (3.1.46) : « les dragonades » de Saint-Arnaud et appelle à « mettre en prison les traîtres et les responsables des événements de mai ». En outre Henri ALLEG, secrétaire de la fédération de jeunesse comm-

uniste d'Algérie, affirme que « 87 jeunes furent exécutés par les tueurs racistes à Guelma » (*L'Humanité* 3.1.46). *L'Humanité* (5-6 et 7.1.46) donne des précisions sur les représailles. Elle écrit à cet effet que « des tribunaux d'exception procèdent au « jugement » de musulmans arrêtés à la suite de troubles de Constantine en mai 45.

« Selon les chiffres officiels, il y a en Algérie après le 8 mai :

- 4560 arrestations.
- 99 condamnations à mort dont 22 ont été exécutées.
- 64 condamnations de travaux forcés à vie.
- 329 condamnations de travaux forcés à temps ; et on annonce qu'il reste encore 2586 musulmans à « juger ». »

L'Humanité reprend un article de *Liberté* qui révèle les abominables conditions dans lesquelles de tels verdicts ont été prononcés par le Tribunal militaire de Constantine. Le quotidien poursuit : « on a maintenant les preuves que les inculpés ont été victimes d'une monstrueuse provocation organisée par une administration réactionnaire et les gros colons fascistes qu'on appelle en Algérie « les 100 seigneurs de la terre ». *L'Humanité* donne aussi des précisions sur l'action du préfet de Constantine et du sous-préfet de Guelma. Elle ajoute que « 4000 exécutions sommaires ont eu lieu dans la seule région de Guelma (otages jetés dans des fours à chaux et incinérés). Cf. massacres nazis d'Oradour sur Glane. Enfin, les responsables n'ont pas été inquiétés. Les tribunaux s'acharnent sur les musulmans » (*L'Humanité* 6-7.1.46).

Henriette NEVEU et Louis RIVES lancent des appels au châtimement « des véritables responsables des massacres ». Elle écrit en substance : « En prison les responsables des massacres du constantinois. ACHIARY, où sont ces hommes ? Suit alors une liste de 98 otages disparus à Guelma (la liste est suffisamment précise car nous relevons le nom de la personne, le prénom, le nombre d'enfants, l'âge, la profession et l'adresse) » (*Liberté* 10.1.46).

Louis RIVES souligne que « les responsables des massacres doivent payer ! 1200 victimes ? Nous sommes loin du compte ? Et la milice, M. TIXIER ? Exploits de chenapans de 15 ans : « J'en ai descendu un ». Nouveau document à verser au dossier Achiary : « des gomis, des octogénaires, un grand mutilé de guerre fusillé sur la route

sans jugement ». L'article est illustré d'une caricature représentant un soldat algérien de retour au foyer à Constantine. Il constate que tout a été dévasté. (*Liberté* 17.1.46)

A partir de 1947, la presse de gauche ne fait que rappeler, à l'occasion de l'anniversaire du 8 mai 1945, l'ensemble des événements qui se sont produits dans le Constantinois. Cependant, l'exécution des premiers condamnés à mort soulève de nombreuses protestations de la part de différents partis de gauche. Protestations sur fond de polémique entre socialistes, communistes et Amis du Manifeste.

Publiant un reportage sur le travail des enfants, Ahmed AKKACHE, membre du BP du PCA, demande dans *L'Humanité* (6.6.1950) « qui oubliera jamais cette terrible nuit de mai 45 où 80 enfants qui dormaient à Guelma furent brûlés à l'essence par les monstres du fascisme ? La aussi le régime colonial a laissé son empreinte. Qui oubliera jamais le calvaire des enfants de CHEVREUIL fuyant sous les balles des légionnaires et devant « l'incendie de mai ? ».

A partir des années 50, au complot fasciste, se substitue dans les commentaires communistes l'idée du « complot colonialiste ».

Le 8 mai 1945 est mis en évidence régulièrement dans la presse communiste d'Algérie. Par contre après 1947 la presse de gauche en France n'en parle plus. Après lecture des nombreuses réactions, attitudes et positions parues dans la presse de gauche, le PC trouve la confirmation des provocations qu'il ne cessait de dénoncer depuis plus d'une année avec une régularité confinante à la hantise.

Il se trouve que, dans la réaction immédiate, le PC concevait les événements comme l'aboutissement de sa « thèse du complot » consacrée d'ailleurs par une déclaration des trois parties communistes d'Afrique du nord¹⁶.

Après les premières réactions, on se demande pourquoi le PC persiste à faire valoir la thèse du complot fasciste¹⁷ d'autant plus qu'il avait ses propres sources.

D'autre part, on attribua aux manifestations des raisons uniquement économiques ou politiques (mais non pas nationalistes).

¹⁶ *L'Humanité* 5.10.44, 25.10.44 ; 16.3.45, *Liberté* (8.3.45) (29.3.45), 26.4.45, 3.5.45, *Alger-Républicain* (2.3.45) 1.2/5/45 ; 12.5.45, *Le Populaire* 9.9.44, *Fraternité* 3.5.45.

¹⁷ Cf les nombreux éditoriaux et commentaires parus à l'occasion de chacun des anniversaires du 8 mai.

Le PPA étant une « alliance des pseudo-nationalistes et des anciens vichyssois »¹⁸.

Néanmoins, il faut voir dans les Algériens nationalistes du 8 mai 45 des hommes qui agissaient pour leur propre compte, qui traduisaient confusément les aspirations de la jeunesse musulmane d'Algérie et qui avait estimé que le moment était venu de prendre de force les libertés qu'on ne leur accordait pas de bon cœur.

Même la commission TUBERT a constaté que « toutes les manifestations étaient à caractère exclusivement politique et avaient pour but de réclamer la libération de MESSALI et l'indépendance de l'Algérie. »

La polémique entre nationalistes et communistes est très forte après mai 45. les communistes traitent les nationalistes du PPA « d'hitlériens », et les nationalistes accusent les communistes d'avoir participé à la répression d'autant plus que les communistes étaient présents au gouvernement avec Charles TILLON, ministre de la guerre¹⁹.

D'ailleurs le journal Action algérienne du PPA lance dans son numéro de mai 1945 (qui sera le dernier publié) un appel qui dit entre autres :

« Français, le gouvernement général accuse un « Parti par ses attaches avec l'Hitlérisme ». Il oublie que les hitlériens sont encore en son sein... Ce mensonge flagrant démontre le désir de l'impérialisme français de motiver son crime.

« Français prenez vos responsabilités ! Votre impérialisme sera abattu avec vous si vous le voulez, ou contre vous. Le monde entier est avec nous. « Communistes algériens, vous n'avez de communiste que le nom ! Votre parti a jeté le masque. Il glorifie l'assassinat. Il se fait le complice de l'administration, Messali serait un hitlérien. Il oublie que le PPA et le PCA ont été dissous sous le même décret de septembre 1939, que MESSALI et ses amis ont été condamnés au bagne par Vichy, alors qu'à DJENIEN BOU REZG, TAIEB, BOUALI, OUZEGANE etc... étaient relativement favorisés par Vichy. Il oublie

qu'au moment où Hitler semblait vaincre, sollicité par le gouvernement français, Messali n'a jamais répondu aux offres du nazisme qu'il condamne depuis 1937 ».

En ce qui concerne « le qualificatif d'émeutes de la faim » quelques remarques s'imposent.

D'après un journal de l'époque²⁰ « les ouvriers agricoles mangent des ravenelles, sorte d'herbe amère dont les vaches elles même ne veulent pas ! (...) Vêtus de haillons, ils se traînent faméliques, le long des pistes communes à la recherche d'un mirage ». Par ailleurs, les masses paysannes ont joué un rôle capital dans la révolte, ce qui pourrait confirmer la thèse de la famine.

Or, paradoxalement, il se trouve que les régions où la révolte a été la plus violente sont des régions agricoles très riches, bien pourvus de blé.

Dans toutes les fermes où ils sont passés, les « émeutiers » ont tué les colons mais ont laissé intacts les greniers et les silos. Aucun acte de pillage des denrées n'a été signalé dans les différents témoignages. A ce propos, Eugène VALLET écrit : « D'où venaient les insurgés ? De la ville de Guelma, d'abord, où les conditions de vie et le ravitaillement local étaient particulièrement favorables et où la misère n'avait pas fait son apparition. Le nombre de perquisitions opérées dans les habitations des musulmans ont permis de découvrir des quantités très importantes de blé, de farine, de semoule, d'huile et toutes sortes de denrées alimentaires »²¹.

D'autre part, aucune banderole des manifestants ne réclamait du pain et aucun condamné n'a invoqué cette circonstance atténuante ni aucun témoin d'ailleurs.

En outre, la Commission TUBERT a d'ailleurs constaté que « les manifestants ne protestaient pas contre une insuffisance de ravitaillement et pour réclamer une amélioration dans les distributions de denrées (...) De même il lui a été affirmé que les indigènes des campagnes environnantes de Sétif étaient relativement les mieux nourris, voire les mieux habillés de l'Algérie ».

¹⁸ Liberté 10.5.45, 17.5.45, 31.5.45, Alger-Républicain (12.5.45), l'Humanité (29.5.45 et 31.5.45), Le Populaire 17.5.45 et 18.5.45.

¹⁹ Curieusement la première expression officielle de cette accusation est due à un maire socialiste de Béni-Saf, Mr. GONZALES. Liberté (30.5.46), l'Humanité (15.5.46) et Fraternité (11.1.47).

²⁰ Alger-Républicain (2.3.45), Liberté (8.3.45), 12.5.45, 17.5.45, 24.5.45, Le Populaire (12/5/45, 17.5.45, 29.5.45), l'Humanité 12.5.45, 15.5.45.

²¹ VALLET (Eugène), op cit, Rapport de l'Union locale de Guelma adopté à l'unanimité le 20.6.45 par les responsables et adhérents.

Enfin AINAD-TABET souligne que «si les musulmans souffraient davantage de cette économie de guerre, cela n'était qu'accidentel et pouvait même paraître étrangement «normal» tant la raison évidente n'était pas là mais dans le système colonial en général.»

«Il n'en demeure pas moins que cette crise économique, la plus grave que l'Algérie ait connue, existait. Les indigènes en pâtissaient le plus et les populations campagnardes étaient les plus éprouvées. Elle a nécessairement aidé au développement du mécontentement et du sentiment national. Les guerres pour le ravitaillement en ville, les marchés à la campagne et les rassemblements de toutes sortes fournissaient quelque fois l'occasion à de l'agitation »²².

Il se trouve aussi que les « émeutiers » se soient pris à des corps de fonctionnaires français qui représentent le système colonial dans ce qu'il a de plus réprouvant : les gardes des eaux et forêts, les fonctionnaires de la justice et de l'administration et les colons. La population visait a priori la destruction de l'ordre français à travers la personne des colons et des fonctionnaires c'est-à-dire la destruction de l'ordre colonial.

En outre, le soulèvement populaire de mai 1945 est l'occasion pour les communistes particulièrement de s'en prendre politiquement aux nationalistes du PPA et du Manifeste. Par ailleurs, l'ensemble des périodiques de gauche met l'accent sur le châtement rapide et impitoyable des «provocateurs».

Quant à la répression, la gauche dans son ensemble accuse beaucoup de retard pour, d'une part, la signaler et, d'autre part, la dénoncer. Les périodiques de gauche n'assurent aucun reportage pendant le déroulement de la révolte. Les causes sont, d'une part, un manque d'appréciation d'une situation critique et l'établissement de la censure (Etat de siège).

Il faut attendre la fin de l'année 1945 pour voir paraître les premiers reportages assurés par les envoyés spéciaux des périodiques communistes notamment.

Enfin, lorsque les communistes participent au pouvoir, il est souligné à chacun des anniversaires du 8 mai 45, le complot fasciste. Après 1947, les communistes mettent d'abord en évidence l'alliance

du fascisme avec le colonialisme puis, à partir de 1950, parlent essentiellement de complot colonialiste.

Je vous avouerai humblement en terminant la communication, que j'ai eu l'honneur de présenter devant vous, qu'au moment même où j'ai commencé à réfléchir à la meilleure façon d'exposer ma problématique, j'étais davantage animé d'hésitations que de certitudes devant la complexité de la matière.

Cependant et c'est peut être un paradoxe subtile, je dois dire que j'en retire une grande satisfaction morale, sans l'ombre de la moindre prétention, d'avoir apporté mon humble contribution à un débat exaltant, qui n'est qu'à son commencement.

²² AINAD-TABET (Redouane), op-cit p.p. 1007 – 1017.

¹ TUDESQ (André-Jean), La presse et l'événement. Publication de la Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux, Mouton-la Haye, 1973.

² Cf. l'intéressante étude de Rédouane AINAD-TABET intitulée le 8 mai 1945 : Jacquerie ou revendication agraire in Revue algérienne des Sciences juridiques, économiques et politiques, Vol IX, n°4, p.p 1007 – 1016, déc 1972.

³ LETOURNEAU (Roger), Evolution politique de l'Afrique du nord musulmane de 1920 à 1961, A. Colin, Paris, 1961.

⁴ Unir (Alger), 31.7.46, CIE (Alger) mai 1945.

⁵ TUBERT (P), LABATUT, TALEB-CHOAIB, Rapport (à Mr le Ministre plénipotentiaire gouverneur général d'Algérie) de la Commission chargée de procéder à une enquête administrative sur les événements qui se sont déroulés dans le département de Constantine le 8 mai 1945 et jours suivants, sl, nd 31 p in Revue algérienne des Sciences juridiques, économiques et politiques – vol XI, n 4, décembre 1974 pp 289-316.

⁶ Rapport de l'Union locale de Guelma adopté à l'unanimité le 20.6.1945 par les responsables et les adhérents.

⁷ JEANSON (Colette et Francis), L'Algérie, hors-la-loi, Ed du Seuil, 1955, Paris, 320p.

⁸ VALLET (Eugène), Un drame algérien – La vérité sur les émeutes de mai 1945. Les grandes éditions françaises, 1948, 290p.

⁹ JULIEN (Charles-André) L'Afrique du nord en marche, nationalisme musulman et souveraineté française, 3^{ème} éd. Julliard, Paris, 1972.

¹⁰ PAILLAT (Claude) Vingt ans qui déchirèrent la France, tome 1, Le guépier (1945-1953), Ed. Robert Laffont, Paris, 1969, p.60.

¹¹ Julien (Charles André), op cit.

¹² NOUSCHI (André), LACOSTE (Yves), PRENANT (André), L'Algérie : Passé et présent, Editions Sociales, Coll. « La Culture et les Hommes », Paris, 1960, 462p.

¹³ CHAOUCHÉ-RAMDANE (Zoubir), L'Algérie à travers la presse française et algérienne de gauche de 1945 à 1955, Thèse de Doctorat de III^{ème} cycle en Sciences de l'Information, Université de Droit, d'Economie et de Sciences sociales de Paris 2, 1979, 2 volumes, 950p.

¹⁴ Article paru aussi dans Les Cahiers du Communisme.

¹⁵ Définition et composition de la 5^{ème} colonne d'après l'Humanité.

« A Alger, trois forces essentielles constituent la 5^{ème} colonne, forces qui d'ailleurs s'enchevêtrent constamment.

Les agents directs de la Gestapo.

Les hommes des trusts sans patrie.

Les mandataires des «cent seigneurs» d'Algérie pour qui la France ne saurait être conçue autrement que comme un instrument de protection de leurs monstrueux privilèges contre la masse des agriculteurs laborieux et patriotes qui prennent leur part dans l'effort de guerre.»

¹⁶ L'Humanité 5.10.44, 25.10.44 ; 16.3.45, Liberté (8.3.45) (29.3.45), 26.4.45, 3.5.45, Alger-Républicain (2.3.45) 1.2/5/45) ; 12.5.45, Le Populaire 9.9.44, Fraternité 3.5.45.

¹⁷ Cf les nombreux éditoriaux et commentaires parus à l'occasion de chacun des anniversaires du 8 mai.

¹⁸ Liberté 10.5.45, 17.5.45, 31.5.45, Alger-Républicain (12.5.45), l'Humanité (29.5.45 et 31.5.45), Le Populaire 17.5.45 et 18.5.45.

¹⁹ Curieusement la première expression officielle de cette accusation est due à un maire socialiste de Béni-Saf, Mr. GONZALES. Liberté (30.5.46), l'Humanité (15.5.46) et Fraternité (11.1.47).

²⁰ Alger-Républicain (2.3.45), Liberté (8.3.45), 12.5.45, 17.5.45, 24.5.45, Le Populaire (12/5/45, 17.5.45, 29.5.45), l'Humanité 12.5.45, 15.5.45.

²¹ VALLET (Eugène), op cit, Rapport de l'Union locale de Guelma adopté à l'unanimité le 20.6.45 par les responsables et adhérents.

²² AINAD-TABET (Redouane), op-cit p.p. 1007 – 1017.